

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGEFINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 13 966 128 €
Siège social : 53 rue du port – CS 90201- 92724 Nanterre Cedex
394 352 272 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels approuvés par décisions des Associés en date du 24 mai 2024

I. – Bilan au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (notes 1 et 22) :	4 428 735	3 146 886
- A vue	198 769	197 117
- A terme	4 229 966	2 949 769
Créances sur clientèle (notes 2 et 22) :	4 058 414	2 720 319
- Autres concours à la clientèle	4 058 414	2 720 319
- Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 3 et 22)	755 496	755 497
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille (note 4)	0	0
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles (note 5 & note 5bis)		
Immobilisations corporelles (note 5 & note 5bis)		
Autres actifs (note 6)	18 224	20 223
Comptes de régularisation (note 7)	16 822	11 658
Total actif	9 277 691	6 654 583

Passif	31/12/2023	01/01/2023	31/12/2022
Dettes envers les établissements de crédit (notes 8 et 22) :	7 628 459		6 228 775
- A vue	145 725		79 479
- A terme	7 482 734		6 149 296
Comptes créditeurs de la clientèle (note 22)	1 047		766
Autres dettes :			
- A vue - à faire	1 047		766
- A terme			0
Dettes représentées par un titre (note 9)	2 082		3 991
Autres dettes constituées par des titres	2 082		3 991
Autres passifs (note 9 bis)	67 268		36 643
Comptes de régularisation (note 10)	4 965		4 679
Provisions (note 11)	131 803	112 060	564
Capital souscrit (note 12)	13 966		2 820
Primes d'émission (note 12)	1 418 052		0
Réserves (note 12)	282		282
Amortissements dérogatoires			
Subventions d'investissement			
Report à nouveau (note 12)	-63 116	-112 060	278 199
+Résultat de l'exercice (+/-)	72 883		97 864
Total passif	9 277 691	0	6 654 583

Hors Bilan	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 13)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 645 076	1 510 230
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Autres engagements		
Autres engagements donnés	0	0
Engagements de garantie donnée sur opérations de crédits		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 14)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	356 000	356 000
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	143 367	125 920

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 15)	257 378	168 316
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	26 441	17 902
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	166 273	96 381
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations sur titres revenus fixes	64 664	54 033
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 15) :	-140 406	-29 211
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-140 406	-29 211
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 16)	54 988	47 791
- Commissions (charges) (note 16)	-28 871	-27 907
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 17) :	3 446	3 334
- Sur refacturations	3 281	3 261
- Sur produits divers de gestion courante	165	73
- Autres charges d'exploitation (note 17) :	-50	280
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Sur charges diverses de gestion courante	-168	-140
- Sur étalement surendettement	118	420
Produit net bancaire	146 485	162 603
- Charges générales d'exploitation (note 18) :	-23 089	-16 267
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-23 089	-16 267
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	123 396	146 336
+/- Coût du risque (note 19) :	-24 607	-21 473
Résultat d'exploitation	98 789	124 863
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	98 789	124 863
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 20)		
+/- Impôts sur les bénéfices (note 21 et 21 bis)	-25 906	-26 999
+/- Résultat de l'exercice	72 883	97 864

III. – Notes annexes aux comptes sociaux

I. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements comptables de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et en préservant la continuité de l'exploitation.

Les états de synthèse sociaux sont en conformité avec le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptable relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGEFINANCEMENT sont consolidés au niveau de Société Générale dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

II. – Faits marquants

Changement de méthode à l'initiative de la société pour la comptabilisation des buckets 1 et 2 en social dès le 1^{er} janvier 2023 sur les provisions pour risques et charges et le report à nouveau. Il intervient dans le cadre de l'intégration des encours CDN et afin d'uniformiser les méthodes au sein du groupe Société Générale.

L'impact de ce changement de méthode est de 112 060 K€.

La société SOGEFINANCEMENT a fait une distribution exceptionnelle de son report à nouveau en février 2023 pour un montant de 229 301 250 €.

Dans le cadre d'une opération globale de restructuration interne du groupe Société Général il a été procédé aux opérations suivantes, rachats en deux lots du portefeuille crédit consommation du Crédit du Nord :

- 1 - L'apport 1 a été réalisé le 12 mars 2023 pour un montant de 229 726 235,60 € (146 095 actions nouvelles d'une valeur nominale de 16 €, assortie d'une prime d'émission unitaire de 2 035,58 € et d'une soulte de 655,50 €)
La valorisation des actifs apportées est de 287 670 784,64 €.
Encours crédit consommation pour un montant de 305 852 811,83e
- 2 - L'apport 2 a été réalisé le 14 mai 2023 pour un montant de 1 129 474 301,90 € (550 538 actions nouvelles d'une valeur nominale de 16 €, assortie d'une prime d'émission unitaire de 2 035,58 € et d'une soulte de 1 551,86 €)
La valorisation des actifs apportées est de 1 115 818 518,46 €.

III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

A. – Opérations sur les instruments financiers

Sogefinancement ne gère plus d'opération sur instruments financiers depuis 2010.

B. – Participation

Suite au nouveau statut de Sogefinancement en société de financement, la société a été remboursée du certificat de dépôt.

C. – Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

Par application du règlement ANC 2014-07, art 2221-1, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré.
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis. L'identification intervient à la déchéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité pour les clients communs avec les entités du groupe Société Générale.

Provisions sur encours non en Défaut

Pour les dossiers en Bucket1, sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements hors bilan, et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, Sogéfinancement comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit que Sogéfinancement s'attend à subir à l'horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente.

Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit.

Pour les dossiers en Bucket2, l'identification, au sein d'un portefeuille homogène, d'une dégradation significative du risque de crédit sur un ensemble de créances, avant déclassement en B3, donne lieu à l'enregistrement d'une dépréciation à hauteur des pertes de crédit que SOGEFINANCEMENT s'attend à subir à maturité sur ces contrats.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macroéconomiques pertinents jusqu'à la maturité des contrats.

Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des créances concernées.

L'identification d'une dégradation significative du risque de crédit est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (scores comportementaux, présence d'impayés, etc...).

L'appréciation de l'évolution du risque de crédit tient compte des éléments suivants :

Premier critère : l'évolution de la probabilité de défaut contrat par contrat entre la date d'octroi et la date de clôture ; et

Deuxième critère : l'existence d'impayés de plus de 30 jours.

La satisfaction d'un seul de ces critères suffit à provisionner un contrat en B2.

Les variations des provisions sur encours non en défaut ainsi calculées sont enregistrées en Coût du risque.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

D. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. – Impôt sur les sociétés

Sogéfinancement fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI).

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité.

Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogéfinancement comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

F. – Opérations avec la clientèle

Les frais de dossier entrant dans le champ de l'article 2131-1 de l'ANC 2014-07 ainsi que le reversement fait à la Société Générale sont reclassés en produits nets d'intérêts sur opérations de crédit à la clientèle

En application de l'article 2131-1 de l'ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata capital restant dû.

G. – Commissions

La rubrique « commissions » comprend les commissions de placement et d'assurance qui sont reversées à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

H. – Avances et crédits accordés aux dirigeants

Conformément à l'article 106 de la loi du 24/07/66, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société. Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants pour l'année 2023 par la société.

I. – Provisions pour risques

Conformément au règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

Au 1^{er} janvier 2023 a été inscrit au bilan de la société SOGEFINANCEMENT des provisions sur encours sains (buckets 1 et 2) pour un montant de 112 060 K€

J. – Engagements donnés et reçus

La garantie donnée par Sogefinancement à la Société Générale (avec remise en pleine propriété de crédits Expresso) en contrepartie du prêt à recours limité consenti par la Société Générale à Sogefinancement est enregistrée au hors bilan en engagement donné.

K. – L'opération de titrisation Red and Black 2013 :

L'opération, dont le lancement est intervenu le 08 octobre 2013, renouvelé en septembre 2016 et en octobre 2020 (avec un remboursement partiel des parts junior et la réserve générale en juin 2015 et un remboursement de la réserve générale en septembre 2016 et un ajustement des parts junior et de la réserve générale en octobre 2020), consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « sénior » pour un montant de 2 600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux variable capé ;
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Sogefinancement ;
- des parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Sogefinancement, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédés.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Sogefinancement conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossement de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche des parts « sénior ».

Le rechargement, mensuel (le 20 de chaque mois), s'étale pendant 48 mois.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilités ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne auto portée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisés à fin 12-2023 est de 3,355 Md €.

L. – Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois. Tout impayé de +30j entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut)
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch List) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Créances à vue	198 769	197 117
Créances à terme (1)	4 229 966	2 949 769
Total	4 428 735	3 146 886

(1) Prêts à la Société Générale pour 4 195 195 K€

Note 2. – Créances sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2023			2022		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales			0			0
Autres concours à la clientèle :						
Crédits clientèle (3)	4 295 396	-236 982	4 058 414	2 962 841	-242 522	2 720 319
Créances douteuses (1) (2)	3 779 459		3 779 459	2 472 353		2 472 353
Créances douteuses compromises	250 021	-70 157	179 864	232 938	-68 692	164 246
Créances douteuses compromises	260 861	-166 825	94 036	255 326	-173 830	81 496
Créances rattachées	5 055		5 055	2 223		2 223
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Créances rattachées						
Total	4 295 396	-236 982	4 058 414	2 962 841	-242 522	2 720 319

(1) Le montant des encours restructurés au titre de l'exercice 2023 s'élève à 32 630 K€

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 4 109 K€

(3) Dont effet de taux du rachat des contrats CDN pour 51 305 K€

Dépréciations des Créances douteuses sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2022	Dotations	Reprises	2023
Créances douteuses	68 692	66 550	-65 085	70 157
Créances douteuses compromises	173 830	154 531	-161 536	166 825
Total	242 522	221 081	-226 621	236 982

Inclus les créances restructurées sans impayés, les saisines de surendettement et les impayés de plus de 2 mois

1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2023 s'élève à 6 933 K€

1) Le montant des profits sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2023 s'élève à 8 313 K€

2) Le montant des pertes sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2023 s'élève à 56 796 K€

2) Le montant des profits sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2023 s'élève à 16 585 K€

Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Parts de Fond Commun de Titrisation	755 000	755 000
Créances rattachées	496	497
Total	755 496	755 497

Note 4. – Participations et autres titres détenus à long terme

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Titres	0	0
Total		

Note 5. – immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

Note 5 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

Note 6. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Etat, impôts et taxes	37	193
Groupe et Associés	129	2 032
Assurances	1 283	1 223
Dépôt de garantie	16 775	16 775
Débiteurs divers	0	0
Total	18 224	20 223

Note 7. – Comptes de régularisation actif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Produits à recevoir - Assurances	16 700	11 592
Produits à recevoir - Prêts permis	122	65
Divers	0	1
Total	16 822	11 658

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes à vue :	145 725	79 479
- Comptes ordinaires créditeurs	145 707	79 408
- Dettes rattachées	18	71
Dettes à terme :	7 482 734	6 149 296
- Emprunts et comptes à terme	7 462 418	6 141 991
- Dettes rattachées	20 316	7 305
Total	7 628 459	6 228 775

Note 9. – Dettes représentées par un titre

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Autres dettes constituées par des titres	2 082	3 991
Total	2 082	3 991

Note 9 bis. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs	0	0
Etat, impôts et taxes	567	413
Créditeurs divers	26 430	27 108
Groupe et Associés	31 167	1 219
Assurances	8 934	7 699
Dépôts de garantie	170	204
Total	67 268	36 643

Note 10. – Comptes de régularisation - Passif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance	899	521
Charges à payer	395	369
Produit à étaler	3 671	3 789
Total	4 965	4 679

Note 11. – Provisions

(En milliers d'euros.)	2022	Autres variations	Dotations	Reprises	2023
Provision pour risque de crédit (1)	564	112 060	131 803	112 624	131 239
Total	564	112 060	131 803	112 624	131 239

(1) Changement de méthode au 01-01-23 avec la comptabilisation des buckets 1 et 2 en social pour un montant de 112 060 K€

Note 12. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2022	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Autres variations	31/12/2023
Capital	2 820				11 146	13 966
Primes d'émission					1 418 052	1 418 052
Réserve légale	282					282
Réserves réglementées						
Réserves ordinaires						
Report à nouveau (1)	278 199		97 864	-327 119	-112 060	-63 116
Amortissements dérogatoires cogénération						
Autres amortissements dérogatoires						
Résultat	97 864	72 883	-97 864			72 883
Total	379 165	72 883	0	-327 119	1 317 138	1 442 067

(1) Modification de la borne d'ouverture suite au changement de méthode et le passage des provisions bucket 1 et 2 en social pour un montant de 112 160 K€

Le capital de SOGEFINANCEMENT est détenu par :

- SOCIETE GENERALE à hauteur de 96 % soit 837 633 actions de nominal 16 euros
- FRANFINANCE S.A. à hauteur de 4 % soit 35 250 actions de nominal 16 euros

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires (2)	176 250	696 633		872 883	16
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
(2) Augmentation de capital en mars et mai 2023 suite au rachat des contrats CDN					

Note 13. – Engagements donnés

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Au profit de :				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
- Swaps de taux d'intérêt						0
Opérations conditionnelles de gré à gré						
- Caps, floor						0
Engagements en faveur de la clientèle					1 645 076	1 645 076
Engagements de garantie						
- Garanties						0
- Cautions						0
Autres engagements						
- Autres engagements donnés (1)						0
- Engagements sur opé de crédits						0
Total	0	0	0	0	1 645 076	1 645 076

Note 14. – Engagements reçus

Catégories d'engagements Eléments (en KEUR)	Accordés par :				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit				356 000		356 000
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
- Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						
- Autres engagements reçus					143 367	143 367
Engagements divers						
- Autres engagements reçus clients						
Total	0	0	0	356 000	143 367	499 367

Note 15. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Opérations avec les établissements de crédit (1)	26 441	17 902
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêt	26 441	17 902
Opérations avec la clientèle (1)	166 273	96 381
-Intérêts reçus de la clientèle	166 273	96 381
Opérations sur titres (1)	64 664	54 033
-Intérêts sur titres placement	64 664	54 033
Total	257 378	168 316
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- Sur les prêts : 34 771 K€		
- Sur la clientèle : 4 438 K€		
- Sur titres de placement : -1 585 K€		

Note 15 : Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Opérations avec les établissements de crédit (1)	140 406	29 211
- Intérêts sur compte ordinaire	2	434
- Intérêts sur compte et emprunts	140 404	28 777
- Intérêts sur Swaps		
Opérations avec la clientèle (1)	0	0
-Autres intérêts		
Autres intérêts et charges assimilées (1)	0	0
- Pertes sur instruments de taux	0	0
Total	140 406	29 211
(1) Dont intérêts courus à payer		
- Sur les comptes ordinaires :		
- Sur les emprunts : 20 316 K€		

Note 16. – Commissions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Produits de commissions sur :		
- Frais de gestion	47	43
- Assurances	40 147	33 728
Prestation de service - assurance	14 794	14 020
Total des produits	54 988	47 791
Charges de commission sur :		
- Assurances	27 121	26 639
- Commissions de placement	371	325
- Autres commissions	1 379	943
Total des charges	28 871	27 907
Commissions nettes	26 117	19 884

Note 17. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	3 446	3 334
- Sur refacturation à Eurotitrisation	3 281	3 261
- Sur produits divers de gestion courante	165	73
Total	3 446	3 334

Note 17. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Autres charges d'exploitation bancaire	50	-280
- Sur charges diverses de gestion courante	168	140
- Sur étalement de surendettement	-118	-420
Total	50	-280

Note 18. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2023	31/12/2022
Honoraires (1) (2)	78	50
Impôts et taxes	4 791	4 006
Publicité, relations publiques	3	4
Refacturations sociétés groupe	15 404	9 833
Affranchissements	2 769	2 323
Divers	44	51
Total	23 089	16 267

(1) Ce poste enregistre à la fois les honoraires payés et refacturés par Sogefinancement, les montants refacturés sont légèrement inférieurs aux montants payés.

(2) Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2023 s'élèvent à 80 K€

Note 19. – Ventilation du coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-63 729		-70 192	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1-2)	-220 430		-223 224	
Provision pour risques et charges (3)	-131 803		-564	
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	226 122		254 273	
Reprise sur provision pour risques et charges (3)	112 624		421	
Reprise décote sur contrats CDN	27 711		0	
Profits sur clients	24 898		17 813	
Total	-24 607		-21 473	

(1) Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque au lieu de l'effet de désactualisation.

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 4 109 K€

(3) La provision sur les buckets 1 et 2 enregistrée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 131 120 K€ et la reprise de provision est de 112 060 K€

Note 20. – Produits exceptionnels

Néant

Note 20. – Charges exceptionnelles

Néant

Note 21. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	98 789	25 906	72 883
Résultat exceptionnel			0
Total	98 789	25 906	72 883

Note 21 bis. – Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	98 789
Taux d'impôt théorique	25,83 %
Charge fiscale théorique	25 517
Impact des charges définitives non déductibles	389
Différence sur taux d'impôt	
IS contrôle fiscal	
Charge fiscale courante	25 906

Note 22. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						4 428 735
- A vue	198 769	0	0	0		198 769
- A terme	117 150	899 492	2 927 326	285 998		4 229 966
Créances sur la clientèle :						4 058 414
- Autres concours à la clientèle	522 711	1 232 545	2 008 243	294 915		4 058 414
- Comptes ordinaires débiteurs	0					0
Obligations et autres titres à revenus fixes						755 496
- Parts de Fond de Commun de Titrisation			755 496	0		755 496
Total	838 630	2 132 037	5 691 065	580 913		9 242 645

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						7 628 459
- A vue	145 707	18	0	0		145 725
- A terme	782 798	1 850 362	4 204 180	645 394		7 482 734
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 047
- A vue	1 047	0	0	0		1 047
- A terme						
Total	929 552	1 850 380	4 204 180	645 394		7 629 506

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances clients et comptes rattachées	129	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	2 590	
Résultat		
Charges (1)	15 304	
Produits	3 281	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

(1) Dettes et charges de Sofefinancement vis-à-vis de FRANFINANCE SA et FRANFINANCE LOCATION au 31 décembre 2023 dans le cadre des conventions réglementées.

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprises dans cette note.

Filiales et participations (En milliers d'euros.)

Néant

Identité des sociétés mères

Dénomination sociale - siège social	Forme	Pourcentage détenu
SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann	Société anonyme	96 %
FRANFINANCE - 53, rue du Port - 92724 Nanterre Cedex	Société anonyme	4 %

Proposition d'affectation du résultat 2023

	Avant affectation	Proposition affectation Résultat 2023	Après affectation
Capital	13 966		13 966
Primes d'émission	1 418 052		1 418 052
Réserves légales	282	1 115	1 397
Report à nouveau	-63 116	63 127	11
Dividendes		8 641	0
Total	1 369 184	72 883	1 433 426

Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en euros)	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000	13 966 128
b) Nombre d'actions émises	176 250	176 250	176 250	176 250	872 883
c) Nombre d'obligations converties en action					
II. Opérations et résultats de l'exercice (En euros.)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	293 745 654	274 975 052	252 122 905	232 482 874	327 832 972
b) Résultat avant impôts, amortissements et reprises de provisions	95 601 777	146 012 412	116 938 381	93 654 453	84 717 731
c) Impôts sur les bénéfices	54 658 067	45 827 383	44 234 497	26 998 585	25 906 417
d) Résultat après impôts, amortissements et provisions	113 898 520	105 471 857	108 969 846	97 864 376	72 883 355
e) Montant des bénéfices distribués	56 928 750	52 698 750	108 922 500	97 818 750	8 641 542
III. Résultats par action (En euros.)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	232	568	413	378	67
b) Résultat après impôts, amortissements et provisions	646	598	618	555	83
c) Dividende versé à chaque action	323	299	618	112	10
IV. Personnel	/	/	/	/	
a) effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

* Chiffre d'affaires basé sur le déclaratif SURFI

IV. – Affectation du résultat

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve le rapport dans toutes ses parties, ainsi que les comptes de l'exercice établis, tels qu'ils lui ont été présentés.

La collectivité des associés constate que l'exercice 2023 se solde par :

- un bénéfice de : 72 883 355,17 €
- diminué du report à nouveau débiteur : 63 116 079,80 €

Elle prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne comportent pas de dépenses non admises dans les charges déductibles au regard de l'article 39,4 du Code général des impôts.

La collectivité des associés décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2023, qui s'élève à 72 883 355,17 €, diminué du report à nouveau débiteur, de la façon suivante :

- Affectation à la réserve légale : 1 114 612,80 €
- Distribution d'un dividende 9,90 € par action,
Soit pour 872 883 actions : 8 641 541,70 €
- Solde report à nouveau : 11 120,87 €

Le dividende par action s'élève à 9,90 €.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

L'Assemblée Générale prend acte, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

- Exercice 2020 : 299,00 €
- Exercice 2021 : 618,00 €
- Exercice 2022 : 112,00 €

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogefinancement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II « Faits marquants » de l'annexe aux comptes annuels qui présente l'impact du changement de méthode comptable de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article L. 821-63 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 3 mai 2024
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Maud Monin

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.